

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

N° 364
1-2^e trimestre 2016
1,30 Euro



www.internationalism.org
belgium@internationalism.org

INTERNATIONALISME

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN BELGIQUE

Le terrorisme: une arme de la guerre impérialiste et contre la lutte de classe!

Il se peut que les récentes attaques terroristes en France et en Belgique soient une expression des difficultés rencontrées par l'État islamique dans la guerre terrestre en Irak et en Syrie, mais les attaques meurtrières soudaines sur la population des pays centraux du capitalisme sont rapidement en train de devenir une réalité de la vie, tout comme elles le sont depuis plusieurs années en Syrie, en Irak, au Pakistan, en Afghanistan, en Turquie, en Libye, au Nigeria, en Somalie, au Soudan et dans de nombreux autres pays pris dans la zone de guerre aujourd'hui en expansion. En somme, les terroristes ont "rapporté la guerre à la maison", et même si Daech est en train d'être militairement affaibli dans l'aire de son "Califat", il existe de nombreux signes montrant que l'influence de ce groupe ou d'autres similaires se répand en Afrique et ailleurs. C'est parce que les conditions qui engendrent le terrorisme moderne continuent de mûrir. Tout comme Al-Qaïda fut poussé à l'arrière plan en tant qu'Ennemi Numéro Un avec la montée de l'EI, de nouveaux gangs peuvent émerger, et pas nécessairement islamistes : il semblerait que les deux plus récentes atrocités commises en Turquie aient été réalisées par une tendance ou une ramification

du "Parti des travailleurs du Kurdistan".

Nous vivons dans une civilisation, le mode de production capitaliste, qui depuis longtemps a cessé d'être un facteur de progrès pour l'humanité, ses idéaux les plus élevés se sont révélés être complètement dégénérés et corrompus. Dès 1871, à la suite de la Commune de Paris, Marx nota la coopération des grands rivaux nationaux, la France et la Prusse, dans l'écrasement du soulèvement des exploités, et prédit qu'à l'avenir l'appel à la "guerre nationale" ne deviendrait rien de plus qu'une excuse hypocrite pour l'agression et le vol, en tout cas dans les zones capitalistes avancées. En 1915, dans sa *Brochure de Junius*, Rosa Luxemburg soutint que désormais, sur une planète dominée par d'immenses puissances impérialistes, la guerre nationale n'était partout qu'une couverture pour les appétits impérialistes. Les guerres mondiales et les conflits entre super-puissances qui dominèrent le 20^e siècle lui ont donné entièrement raison.

Et depuis l'effondrement des blocs des grandes puissances à la fin des années 1980, la guerre, l'expression la plus manifeste de la compétition et de la crise capitalistes, est devenue de plus

en plus irrationnelle et chaotique, une situation soulignée par le carnage en Syrie, qui est en train d'être réduite à l'état de décombres par une foule d'armées et de milices qui à la fois se font la guerre entre elles et se disputent le soutien des nombreux vautours impérialistes survolant la région - les USA, la Russie, la France, la Grande-Bretagne, l'Iran, l'Arabie saoudite...

L'idéologie irrationnelle de l'État islamique est un clair produit de cette folie généralisée. Dans la période des blocs, l'opposition aux puissances impérialistes dominantes avait tendance à employer des formes plus classiques de nationalisme - l'idéologie de "libération nationale" dans laquelle le but était de développer de nouveaux États nations "indépendants", souvent accompagnée d'un saupoudrage de verbiage "socialiste" lié au soutien des impérialismes russe ou chinois. Dans une période où non seulement les blocs mais aussi les entités nationales elles-mêmes se fragmentent, le pseudo-universalisme de l'État islamique suscite un attrait plus étendu ; mais par dessus tout, dans une période de l'histoire qui porte constamment la menace d'une fin de l'histoire, d'un

effondrement dans la barbarie sous le poids de la guerre et des crises économique et écologique, une idéologie de l'apocalypse, du sacrifice de soi et du martyre, devient un véritable appât pour les éléments les plus marginalisés et brutalisés de la société bourgeoise. Ce n'est pas par hasard si la plupart du personnel recruté pour les attaques en France et en Belgique vient des rangs des petits délinquants qui ont pris le chemin du suicide et du massacre de masse.

Terrorisme et guerre impérialiste

Le terrorisme a toujours été une arme du désespoir, particulièrement des couches de la société qui souffrent de l'oppression de la société capitaliste mais qui n'ont aucun avenir en son sein, du "petit" bourgeois ruiné par le triomphe du grand capital. Mais le terrorisme du 19^e siècle visait habituellement les symboles du vieux régime, les monarques et autres chefs d'État, et ciblait rarement les rassemblements de citoyens ordinaires. Les terroristes d'aujourd'hui semblent essayer de se surpasser mutuellement en cruauté. La faction

(suite à la page 3)

LA CONFÉRENCE CLIMATIQUE À PARIS: COP21

Seule une révolution mondiale peut empêcher le capitalisme de détruire la planète

"Les changements climatiques représentent une menace immédiate et potentiellement irréversible pour les sociétés humaines et la planète (...). Ils nécessitent donc la coopération la plus large possible de tous les pays ainsi que leur participation dans le cadre d'une riposte internationale efficace et appropriée, en vue d'accélérer la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre (...)" (1). L'accord "historique" trouvé "à la dernière minute" ne mâche pas ses mots : la planète est en danger, l'heure de la réaction internationale a sonné ! Et le Premier ministre anglais d'affirmer : *"Cet accord sur le changement climatique est significatif. Nos petits-enfants sauront que nous avons fait notre devoir pour garantir l'avenir de notre planète"*. Évidemment, la réalité est toute autre...

Un rideau de fumée toxique

Il est vrai que par le passé, les "décideurs" ont parfois pu se mettre d'accord ponctuellement.

L'accord de Montréal en 1987 avait, par exemple, acté l'arrêt de l'utilisation des gaz fluorés stables et surtout peu coûteux qui avaient provoqué un trou dans la couche d'ozone. Cette décision fut efficace puisque, aujourd'hui, la couche d'ozone s'est renforcée.

La bourgeoisie a intérêt à avoir sous la main des ouvriers suffisamment en bonne santé pour être capables de travailler et de se reproduire ; comme elle a intérêt à avoir une nature sous contrôle qui peut lui livrer ses "marchandises" (matières premières, etc.) et ne surtout pas représenter un "surcoût inutile" (de par la multiplication des tempêtes et autres catastrophes) (2). Accessoirement, la bourgeoisie elle aussi subit, même si souvent dans une bien moindre mesure, l'impact de la pollution, du réchauffement climatique (3)... Pour toutes ces raisons, la classe dominante aurait intérêt à lutter réellement contre sa tendance à détruire l'environnement. Elle y parvient parfois



ponctuellement, comme pour les gaz détruisant l'ozone. Nous pourrions également citer les grands travaux d'assainissement de la Tamise à Londres qui furent entrepris au XIX^e siècle, alors que l'économie capitaliste était florissante et en pleine ascension, pour faire face à une épidémie de choléra devenue incontrôlable.

Seulement, de tels exemples sont rares pour une raison simple : la nature même du capitalisme est d'exploiter la force de travail comme la nature. Pour ce système, tout est objet, la vie sous toutes ses formes est méprisée, voire niée. Seul le profit compte pour lui. Cette course aux profits qui piétine tout sur son passage, sous les pieds de laquelle l'herbe ne repousse pas, est d'autant plus folle que les participants sont tous animés du même esprit de concurrence. "Exploite ou crève", telle est l'impitoyable loi du Capital. C'est pourquoi l'histoire de ces sommets et conférences internationales sur le climat est dominée par des vœux pieux et des échecs lamentables.

Ainsi, à Berlin, en 1995, les États fixaient déjà "pour chaque pays ou région des objectifs chiffrés

en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de réductions correspondantes à atteindre". Vingt ans après (vingt "COP" plus tard !) nous en sommes aux mêmes objectifs. A Copenhague en 2009, les États-Unis et la Chine avaient obtenu que leurs objectifs de réduction soient non contraignants.

Et cette fois alors ? Quel est le résultat concret de cet "accord historique" de Paris ? Eh bien, des jours et des nuits de "concertations" ont permis d'écrire un texte... "non contraignant". Car au fond, chaque bourgeoisie nationale sait parfaitement que l'ensemble de l'infrastructure de son pays va inexorablement continuer à augmenter la production de gaz à effet de serre. La logique du capital est implacable. Juste un exemple. Au niveau des transports, l'augmentation des émissions de carbone ne peut que croître : *"selon les professionnels, le trafic aérien de passagers devrait doubler, le fret aérien tripler et le trafic maritime de conteneurs quadrupler d'ici à 2030"* (4). Cela, sans polluer ? Pendant la conférence même, la circulation automobile a été arrêtée à Pékin : *"Le 1 décembre était un jour d'airpocalypse à Pékin. La nuit en pleine journée. Et des données plutôt alarmantes : un indice de la qualité de l'air (AQI) de 619 et un taux de particules fines de 680 microgrammes par mètre cube, soit près de 30 fois plus que le seuil maximal recommandé par l'OMS..."* (le Monde du 2/12/2015). Le réchauffement climatique à cause de l'émission de CO² est aujourd'hui mis en exergue par la bourgeoisie mais la destruction de la planète est beaucoup plus globale : déforestation,

(suite à la page 4)

Résolution: Terreur, Terrorisme et violence de classe	2
La migration économique et les réfugiés de guerre dans l'histoire du capitalisme	4
La Ligue Communiste de Tampa et la question du Parti.....	5
• A propos du débat à une réunion publique	
Sommes-nous à la veille d'une nouvelle guerre mondiale ? Et si ce n'est pas le cas, quel type de menace représentent les guerres au Moyen Orient ?	8

Résolution: Terreur, Terrorisme et violence de classe

Dans le numéro précédent de la “Revue Internationale” (N°14), nous avons déjà publié un texte sur la question du terrorisme, de la terreur et de la violence de classe, dégagant les fondements de l'intervention du CCI au travers de ses divers organes de presse, répondant globalement d'une part à la grande offensive idéologique et policière de la bourgeoisie et d'autre part aux différentes conceptions courantes admises dans l'ensemble du milieu révolutionnaire face aux récentes actions terroristes. Le texte que nous publions ici sous forme de résolution souligne, prolonge et approfondit les différents points développés dans le texte précédent avec la préoccupation constante de toujours mieux cerner la nature de classe de la violence libératrice et émancipatrice du prolétariat.

La résolution n'a pas pour but de donner une réponse précise et détaillée à toutes les questions et problèmes concrets qui se posent et se poseront à la classe ouvrière dans son activité révolutionnaire, activité qui part de la reprise des luttes vers la période de transformation révolutionnaire de la société, en passant par la phase insurrectionnelle et la prise du pouvoir. La résolution ne traite

pas non plus de l'utilisation directe que la bourgeoisie peut faire du terrorisme. Son but est de donner un cadre, une conception d'ensemble qui permette d'aborder ces problèmes d'un point de vue prolétarien autrement qu'au travers d'affirmations simplistes telles que : “la violence, c'est la violence”, “la violence, c'est la terreur”, “dire que la violence n'est pas la terreur, c'est du pacifisme”, etc., cette casuistique de “la fin justifie les moyens” comme disait le texte précédent.

- Montrer que le pacifisme ne correspond à aucune réalité et ne peut être qu'une idéologie dans le meilleur des cas l'expression des couches moyennes théorisant leur propre impuissance à opposer une force réelle à la bourgeoisie et son État toujours au service de la bourgeoisie dans l'exercice de sa domination sur la classe ouvrière et sur l'ensemble de la société;
- Montrer comment la terreur est l'expression des classes dominantes et exploiteuses, la nature profonde de leur violence de classe devenant, quand les bases matérielles de leur domination sont sapées, le centre de la vie sociale;

- Montrer pourquoi et comment le terrorisme est typiquement la manifestation impuissante de la révolte des couches moyennes et jamais un moyen ni un détonateur de la lutte révolutionnaire du prolétariat;
- Montrer que la forme et le contenu de la violence émancipatrice de la classe ouvrière ne peuvent en aucun cas s'apparenter à la “terreur”;
- Montrer enfin où se trouvent les véritables forces de la classe ouvrière; dans la force collective, consciente et organisée de l'immense majorité et dans sa capacité de transformation révolutionnaire des rapports sociaux;

Tels sont les buts que se fixe la résolution publiée ci-dessous.

De plus, le texte montre que s'il y a une question où les rapports entre “buts et moyens” se trouvent particulièrement liés en se conditionnant mutuellement, c'est bien celle de la violence révolutionnaire du prolétariat. Cela implique que dans les discussions actuelles sur le terrorisme, la terreur et la violence de classe, c'est le cœur même de la conception de la révolution prolétarienne qui est abordé.

1) Il est absolument faux de présenter ce problème en termes d'un dilemme : terreur ou pacifisme. Le pacifisme n'a jamais existé dans la réalité d'une société divisée en classes, aux intérêts antagoniques. Dans une telle société, ce qui régit les rapports entre les classes ne peut être que la lutte. Aussi, le pacifisme n'a jamais été autre chose qu'une idéologie; dans le meilleur des cas, un mirage des couches impuissantes et veules d'une petite bourgeoisie sans devenir, dans le pire des cas, une mystification, un mensonge éhonté des classes dominantes pour détourner les classes exploitées de la lutte et leur faire accepter le joug de l'oppression. Raisonner en termes de terreur ou pacifisme, opposer l'un comme une alternative de l'autre, c'est se laisser prendre soi-même dans les filets d'un piège et finalement accréditer ce faux dilemme, tout comme c'est le cas d'un autre piège construit également sur un faux dilemme : guerre ou paix. Il est indispensable de bannir des débats toute utilisation de ce faux dilemme car en ne faisant qu'opposer la fantaisie à une réalité, on ne fait que tourner le dos et escamoter le vrai problème qui se pose, celui de la nature de classe de la terreur, du terrorisme et de la violence de classe.

2) De même qu'on escamote le vrai problème de la terreur et de la violence de classe en lui substituant un faux dilemme de terreur et pacifisme, de même on escamote complètement ce problème en établissant une identification entre ces termes. Dans le premier cas, on l'escamote en lui substituant un faux dilemme, dans le deuxième cas, le problème lui-même s'évanouit et, nié, disparaît complètement. Or, il est pour le moins stupéfiant, pour des marxistes, de concevoir que des classes aussi différentes de nature que sont la bourgeoisie et le prolétariat, l'une porteuse de l'exploitation, l'autre de l'émancipation, l'une porteuse de la répression, l'autre de la libération, l'une porteuse du maintien et de la perpétuation de la division de l'humanité, l'autre de son unification dans une communauté humaine, que ces deux classes, l'une représentant le règne de la nécessité, de la pénurie et de la misère, l'autre le règne de la liberté, de l'abondance et de l'épanouissement de l'homme, que ces deux classes puissent avoir comme expression les mêmes moeurs, le même comportement, les mêmes moyens et modes d'action.

En établissant cette identification, on escamote tout ce qui distingue et oppose ces deux classes, non pas dans les nuées de la spéculation, dans l'abstrait, mais dans la réalité de leur pratique. A force d'identification de

leurs pratiques, on finit par établir une identité entre les sujets eux-mêmes, entre la bourgeoisie et le prolétariat, car il est aberrant d'affirmer d'une part que nous sommes en présence de deux classes d'essence diamétralement opposée et de soutenir d'autre part que ces deux classes ont dans la réalité une pratique identique.

3) Pour cerner le fond du problème concernant la terreur, il nous faut mettre de côté ce qui n'apparaît que comme une querelle de mots, pour mettre à nu ce que les mots recouvrent. Autrement dit, le contenu et la pratique de la terreur et sa signification. Il faut commencer par rejeter la vision d'une séparation possible entre le contenu et la pratique. Le marxisme renvoie dos à dos la vision idéaliste d'un contenu éthéré existant hors de la matérialité réelle qu'est sa pratique et la vision pragmatique d'une pratique vide de contenu. Contenu et pratique, but et moyens, sans être des identités, constituent néanmoins des moments d'une unité indissoluble. Il ne saurait y avoir une pratique distincte et opposée à son contenu et on ne saurait mettre en question un contenu sans mettre en question ipso facto sa pratique. La pratique révèle nécessairement son contenu, tout comme ce dernier ne peut s'affirmer que dans sa pratique. Ceci est particulièrement évident au niveau de la vie sociale.

4) Le capitalisme est la dernière société divisée en classes de l'histoire. La classe capitaliste fonde sa domination sur l'exploitation économique de la classe ouvrière. Pour assurer cette exploitation et l'accentuer au maximum, la classe capitaliste, comme toutes les classes exploiteuses dans l'histoire recourt à tous les moyens de coercition, d'oppression et de répression dont elle peut disposer. Aucun des moyens les plus inhumains, les plus sauvages, les plus sanglants ne saurait être exclu par elle pour assurer et perpétuer l'exploitation. Plus se manifestent des difficultés internes, plus se manifeste la résistance des ouvriers et plus sanglant est l'exercice de la répression. A cette fin, elle a développé tout un arsenal de moyens de répression: les prisons, les déportations, les assassinats, les camps de concentration, les guerres génocides, la torture la plus raffinée et nécessairement aussi tout un corps social spécialisé dans leur mise en oeuvre -la police, la gendarmerie, l'armée, le corps juridique, les tortionnaires qualifiés, les commandos et les bandes para militaires. La classe capitaliste dépense une part de plus en plus grande de la plus-value extraite de l'exploitation de la classe ouvrière à l'entretien de cet appareil de répression, au point que ce

secteur est devenu aujourd'hui le plus important et le plus florissant champ de l'activité sociale. Dans le but de maintenir sa domination, la classe capitaliste est en train de mener la société à la pire des ruines et vouer toute l'humanité aux pires souffrances et à la mort. Ce n'est pas là une description émotive de la barbarie capitaliste que nous entendons faire mais plus prosaïquement la description de ce qui constitue sa pratique. Cette pratique qui imprègne toute la vie sociale, toutes les relations entre les hommes et qui pénètre dans tous les pores de la société, cette pratique, ce système de domination, nous l'appelons la terreur. La terreur n'est pas tel ou tel acte de violence épisodique et circonstanciel. La terreur est un mode particulier de la violence, inhérent aux classes exploiteuses. C'est une violence concentrée, organisée, spécialisée, entretenue et en constant développement et perfectionnement, en vue de perpétuer l'exploitation.

Ses caractères principaux sont :

- d'être la violence d'une classe minoritaire contre la grande majorité de la société;
- de se perpétuer et de se perfectionner au point de trouver sa raison d'être en elle-même;
- de nécessiter un corps spécialisé et toujours plus spécialisé, toujours plus détaché de la société, fermé sur lui-même, échappant à tout contrôle, imposant avec la dernière brutalité sa fureur sur l'ensemble de la population et étouffant dans un silence de mort toute velléité de critique et de contestation.

5) Le prolétariat n'est plus la seule classe à subir les rigueurs de la terreur de l'État sur la société. La terreur s'exerce également sur toutes les classes et couches petites-bourgeoises, paysans, artisans, petits producteurs et commerçants, intellectuels et professions libérales, scientifiques et jeunesse étudiante, et se prolonge jusque dans les rangs mêmes de la classe bourgeoise. Ces couches et classes n'offrant aucune alternative historique au capitalisme, excédées et exaspérées par la barbarie du système et de sa terreur, ne peuvent lui opposer que des actes de désespoir : le terrorisme. Bien qu'il puisse être également utilisé par certains secteurs de la bourgeoisie, le terrorisme est essentiellement le mode d'action, la pratique des couches et classes désespérées et sans devenir. C'est pourquoi cette pratique qui se veut “héroïque et exemplaire” n'est en fait qu'une action de suicide. Elle n'offre aucune issue et n'a d'autre effet que de fournir des victimes à la terreur de l'État. Elle n'a aucun effet positif sur la

lutte de classe du prolétariat et ne sert souvent qu'à entraver cette lutte dans la mesure où elle fait naître des illusions parmi les ouvriers sur la possibilité d'une autre voie que celle de la lutte de classe. C'est pour cela aussi que le terrorisme, pratique de la petite-bourgeoisie peut être et est souvent judicieusement exploité par l'État comme moyen de détourner les ouvriers du terrain de la lutte de classe et sert également de prétexte pour renforcer sa terreur. Ce qui caractérise le terrorisme, pratique de la petite-bourgeoisie, c'est de rester une action de petites minorités ou d'individus isolés, de ne jamais s'élever à des actions de masses, d'être mené dans l'ombre de la petite conspiration, offrant ainsi un terrain de prédilection aux manigances des agents de la police et de l'État, et en général à toutes sortes de manipulations et d'intrigues les plus insolites. Si au départ le terrorisme est l'émanation de volontés individualistes et non de l'action généralisée d'une classe révolutionnaire, il reste également, dans son aboutissement, sur un plan individualiste. Son action n'est plus dirigée contre la société capitaliste et ses institutions, mais seulement contre des individualités représentatives de cette société. Il prend donc inévitablement l'aspect d'un règlement de comptes, d'une vengeance, d'une vendetta, de personne à personne et non celui d'un affrontement révolutionnaire de classe contre classe. D'une façon générale, le terrorisme tourne le dos à la révolution qui ne peut être que l'oeuvre d'une classe déterminée, engageant de larges masses dans une lutte ouverte et frontale contre l'ordre existant et pour la transformation sociale. Il est en outre fondamentalement substitutionniste, ne plaçant sa confiance que dans l'action volontariste des petites minorités agissantes. En ce sens, l'idée est à proscrire d'un “terrorisme ouvrier” qui se voudrait l'oeuvre de détachements du prolétariat, “spécialistes” de l'action armée, ou bien destinés à préparer les futurs combats en donnant l'exemple de la lutte violente au reste de la classe, ou en “affaiblissant” l'État capitaliste par des “attaques préliminaires”. Le prolétariat peut déléguer certains détachements pour telle ou telle action ponctuelle (piquets, patrouilles, etc.), mais sous son contrôle et dans le cadre de son mouvement d'ensemble et, si, dans ce cadre, l'action plus décidée des secteurs d'avant-garde peut servir de catalyseur à la lutte des larges masses, ce ne peut jamais être à travers les méthodes conspiratives et individualistes propres au terrorisme.

Celui-ci, même s'il est pratiqué par des ouvriers ou des groupes d'ouvriers, ne peut acquérir un caractère prolétarien,

de la même façon que la composition ouvrière des syndicats n'en fait pas des organes de la classe ouvrière. Cependant, il ne faut pas le confondre avec des actes de sabotage ou de violence individuelle perpétrés par des travailleurs sur des lieux de production. De tels actes sont fondamentalement des expressions du mécontentement et du désespoir surtout fréquents dans les périodes de reflux pendant lesquelles ils ne peuvent en aucune façon servir de détonateur et qui tendent, dans un moment de reprise, à s'intégrer et à être dépassés dans un mouvement collectif et plus conscient. Si pour toutes ces raisons, le terrorisme dans le meilleur sens du terme (dans le pire, il peut être dirigé carrément contre les travailleurs), ne saurait jamais être le mode d'action du prolétariat; ce dernier ne le met jamais sur le même plan que la terreur, car il n'oublie pas que le terrorisme, aussi futile que soit son action, est une réaction, une conséquence provoquée par la terreur de son ennemi mortel, l'État capitaliste, et il en est également la victime. Le terrorisme comme pratique reflète parfaitement son contenu : les classes petites bourgeoises dont il émane. Il est la pratique stérile des classes impuissantes et sans devenir.

6) Dernière classe exploitée dans l'histoire, le prolétariat porte avec lui la solution à tous les déchirements, à toutes les contradictions et impasses dans lesquelles la société s'est embourbée. Cette solution n'est pas seulement une réponse à son exploitation mais se rapporte à toute la société, car le prolétariat ne peut se libérer sans libérer l'humanité toute entière de la division de la société en classes et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Cette solution, d'une communauté humaine librement associée et unifiée, c'est le communisme. Dès sa naissance, le prolétariat porte en lui les germes et certains caractères de cette humanité renaissante : classe démunie de toute propriété privée, classe la plus exploitée de la société, elle s'oppose à toute exploitation; classe unifiée par le capital dans le travail productif associé, elle est la classe la plus homogène, la plus unitaire de la société; la solidarité est une des premières de ses qualités et est ressentie comme le plus profond de ses besoins; classe la plus opprimée, elle combat toutes les oppressions; classe la plus aliénée, elle porte avec elle le mouvement de la désaliénation car sa conscience de la réalité n'est plus sujette à l'automystification dictée par les intérêts des classes exploiteuses; les autres classes sont soumises aux lois aveugles de l'économie, le prolétariat, lui, agissant consciemment, se rend maître de la production,

(suite de la première page)

TERRORISME: UNE ARME CONTRE LA LUTTE DE CLASSE

supprime l'échange marchand et organise consciemment la vie sociale.

Portant encore les stigmates de l'ancienne société d'où il émerge, le prolétariat est appelé néanmoins à agir en fonction de son devenir. Pour son action il ne prend pas pour modèle les agissements des anciennes classes dominantes car dans sa pratique comme dans son être il est en tous points leur antithèse catégorique. Les anciennes classes dominaient, motivées qu'elles étaient pour la défense de leurs privilèges, le prolétariat n'a, lui, aucun privilège et sa domination est pour la suppression de tout privilège. Pour les mêmes raisons, les anciennes classes dominantes s'enfermaient dans des barrières sociales infranchissables de caste, le prolétariat, lui, est ouvert à l'incorporation de tous les autres membres de la société en son sein afin de créer une seule communauté humaine. La lutte du prolétariat, comme toute lutte sociale, est nécessairement violence mais la pratique de sa violence est aussi distincte de la violence des autres classes comme sont distincts leurs projets et leurs buts. Sa pratique, y compris la violence, est l'action d'immenses masses et non de minorités; elle est libératrice, l'acte d'accouchement d'une société nouvelle harmonieuse, et non la perpétuation d'un état de guerre permanent, chacun contre tous et tous contre chacun. Sa pratique ne vise pas à perfectionner et perpétuer la violence mais à bannir de la société les criminels agissements de la classe capitaliste et l'immobiliser. C'est pourquoi la violence révolutionnaire du prolétariat ne pourra jamais prendre la forme monstrueuse de la terreur propre à la domination capitaliste, ou la forme du terrorisme impuissant de la petite bourgeoisie. Sa force invincible ne réside pas tant dans sa force physique et militaire et encore moins dans la répression, que dans sa capacité de mobiliser ses larges masses, d'associer la majorité des couches et

classes travailleuses non prolétariennes à la lutte contre la barbarie capitaliste. Elle réside dans sa prise de conscience et dans sa capacité de s'organiser de façon autonome et unitaire, dans la fermeté de ses convictions et dans la vigueur de ses décisions. Telles sont les armes fondamentales de la pratique et de la violence de classe du prolétariat. La littérature marxiste emploie parfois le terme de terreur à la place de violence de classe. Mais il suffit de se référer à l'ensemble de toute l'oeuvre de Marx, pour comprendre qu'il s'agit plutôt d'une imprécision de formulation que d'une véritable identification dans la pensée. Cette imprécision lui vient en outre de la profonde impression qu'a laissée sur elle l'exemple de la grande révolution bourgeoise de 1789. Quoi qu'il en soit, il est largement temps de lever ces ambiguïtés qui amènent certains groupes, comme les bordiguistes, à pousser à l'extrême caricature l'exaltation de la terreur et à faire de cette monstruosité un nouvel idéal du prolétariat.

La plus grande fermeté et la plus stricte vigilance ne veulent pas dire l'instauration d'un régime policier. Si la répression physique contre les menées contre-révolutionnaires de la bourgeoisie aux abois peut s'avérer indispensable, et même si le danger existe d'une trop grande mansuétude ou faiblesse à son égard, le prolétariat veillera, comme ce fut la préoccupation des bolcheviks dans les premières années de la révolution, à se prévenir contre tout excès et abus qui risqueraient de défigurer et dénaturer sa propre lutte en lui faisant perdre la vision de son but. C'est avant tout sur, la participation de plus en plus active de larges masses, sur leur initiative créatrice qu'il fonde son pouvoir et la garantie du triomphe final du socialisme ■

CCI
été 1978

Paru dans la *Revue Internationale* n° 15

talibane qui a mené l'attaque pascal dans un parc de Lahore a déclaré qu'elle "visait les chrétiens". En réalité, elle visait une aire de jeu d'enfants. Pas seulement des chrétiens, mais des enfants chrétiens. Et aucune importance pour ces vaillants apôtres que la majorité des tués étaient musulmans de toute façon. À Paris, des personnes aimant écouter de la musique rock, danser et prendre un verre ont été considérées comme méritant la mort dans le communiqué de l'EI glorifiant les attaques. Mais même ces putrides justifications "religieuses" ne peuvent être poussées bien loin. Frapper un métro ou un aéroport vise d'abord et avant tout à tuer le plus de personnes possible. Ceci parce que le terrorisme aujourd'hui, de manière écrasante, n'est plus l'expression d'une classe opprimée, bien que non-révolutionnaire, dans sa résistance contre le capitalisme. C'est un instrument de la guerre impérialiste, d'un combat à mort entre régimes capitalistes.

Il est parfois affirmé, en justification des attaques suicides par des Palestiniens en Israël par exemple, que la ceinture d'explosifs est le drone ou le bombardier du pauvre. Ceci est vrai - ou du moins moralement vrai - uniquement si l'on reconnaît que le "pauvre" recruté pour la cause de Daech ou du Hamas ne combat pas pour les pauvres mais pour un groupe rival d'exploiteurs, que ce soit un proto-État local ou de plus grandes puissances impérialistes qui les arment et les couvrent diplomatiquement ou idéologiquement. Et qu'il soit mené par des groupes semi-indépendants comme Daech, ou directement par les services secrets de pays comme la Syrie et l'Iran (comme ce fut le cas de nombre d'attaques sur des cibles européennes dans les années 1980), le terrorisme est devenu un complément utile de la politique étrangère de tout État ou aspirant État essayant de se tailler un créneau sur l'arène mondiale.

Cela ne signifie pas que des actes de terrorisme ne sont pas également utilisés par des États plus respectables : les services secrets de pays démocratiques comme les USA et la Grande-Bretagne, sans oublier Israël bien sûr, ont une longue tradition d'assassinats ciblés et même d'opérations sous fausse bannière, sous l'apparence de factions ouvertement terroristes. Mais retournons à la comparaison entre la ceinture d'explosifs et le chasseur-bombardier sophistiqué. Il est vrai que le modèle pour les terroristes est moins la liquidation habile de tel ou tel individu gênant par la CIA ou le Mossad que l'effarant pouvoir de destruction des canons et des avions d'armées établies, des armes qui peuvent pulvériser des villes entières en l'espace de quelques jours. La logique de la guerre impérialiste est le massacre systématique de populations entières - et c'est quelque chose qui s'est visiblement accéléré ces cent dernières années, de la Première Guerre mondiale et ses combats principalement entre armées sur le champ de bataille, en passant par l'immense nombre de civils arrosés de bombes ou exterminés dans les camps de la mort durant la Seconde Guerre mondiale, et jusqu'à la potentielle Troisième Guerre mondiale et sa menace d'annihilation du genre humain tout entier, une menace qui n'a absolument pas disparu dans la nouvelle phase de militarisme chaotique.

"Vos armées tuent nos enfants avec vos avions, nous vous rendons donc la

monnaie de votre pièce en tuant vos enfants avec nos bombes". C'est la justification des terroristes fréquemment entendue sur leurs vidéos antérieures ou postérieures à leurs atrocités. Encore une fois, ceci montre à quel point ils suivent fidèlement l'idéologie de l'impérialisme. Loin d'adresser leur colère aux réels responsables de la guerre et de la barbarie, la petite classe d'exploiteurs et leurs systèmes étatiques, leur haine est dirigée vers des populations entières de régions entières du monde, qui deviennent toutes des cibles légitimes, et ils jouent ainsi leur rôle dans le renforcement de la fausse unité entre exploiters et exploités qui empêche tout ce système pourri de craquer. Et cette attitude consistant à diaboliser des pans entiers de l'humanité est en pleine adéquation avec la déshumanisation de groupes particuliers qui peuvent ensuite

directement ou indirectement, dans sa politique étrangère, il utilisera chaque attaque terroriste pour renforcer tous ses pouvoirs de contrôle social et de répression politique. En Belgique, dans les jours suivant les attaques de Bruxelles, les pouvoirs policiers de l'État ont été considérablement renforcés : une nouvelle loi a été mise en place, augmentant la possibilité de descentes de police et d'écoutes téléphoniques et introduisant un suivi plus rapproché des financements "douteux". Comme toujours, il y a eu une présence particulièrement ostensible de la police et de l'armée dans les rues. Des leçons ont été tirées de l'attaque contre *Charlie Hebdo* à Paris qui a initialement donné lieu à des rassemblements spontanés exprimant la colère et l'indignation, requérant un effort majeur des médias et des politiciens pour être sûrs que



faire l'objet de pogroms et d'attentats à la bombe dans les zones d'opérations plus courantes : les hérétiques chiites, les chrétiens, les yézidis, les juifs, les Kurdes, les Turcs...

Cette idéologie de vengeance et de haine résonne particulièrement avec le discours de la droite en Europe et en Amérique, qui, tout en se réservant la possibilité de blâmer les juifs pour les maux de la Terre, tend aujourd'hui à voir tous les musulmans et l'islam lui-même comme représentant la vraie menace pour la paix et la sécurité, et qui désigne chaque réfugié des zones déchirées par la guerre comme une potentielle taupe terroriste, justifiant ainsi les mesures les plus impitoyables d'expulsion et de répression à leur encontre. Cette sorte de bouc-émissarisation est un autre moyen de masquer les réels antagonismes de classes dans cette société : le capitalisme est en crise profonde et insoluble, mais ne cherchez pas à savoir comment le capitalisme fonctionne au bénéfice de quelques uns et pour le malheur du plus grand nombre, faites porter le chapeau à une partie du plus grand nombre, pour empêcher ainsi le plus grand nombre de jamais s'unir contre les quelques uns. C'est un très vieux tour, mais la montée du populisme en Europe et en Amérique nous rappelle qu'il ne faut jamais le sous-estimer.

L'État démocratique n'est pas notre ami

Mais l'expansion du terrorisme, de l'islamisme radical et de ses images en miroir islamophobe et populiste ne devraient pas nous masquer une autre vérité très importante : dans les pays du centre du capitalisme, la principale force de conservation du système est l'État démocratique. Et tout comme l'État démocratique ne répugne pas à utiliser des méthodes terroristes,

tout ceci serait contenu dans le cadre de l'unité nationale. Cette fois, il y a eu des appels clairs de la police pour que les gens restent chez eux. En somme, faisons confiance à l'État démocratique, la seule force qui puisse nous protéger contre cette horrible menace. Les médias, pendant ce temps, poussaient la population à s'habituer à cette nouvelle et quotidienne ambiance de peur. Bien sûr, il y a eu un grand débat sur l'apparente incompétence des services de sécurité belges, qui ont ignoré un certain nombre d'indices avant les attaques. Mais le résultat final des investigations sur de telles carences sera de trouver des moyens d'améliorer la surveillance et la supervision de la population entière.

Accroître les pouvoirs de l'État policier peut aider telle ou telle classe dominante dans la guerre incessante entre factions et nations bourgeoises, mais ce sera également utilisé contre la population, et la classe ouvrière en particulier, dans toute future explosion sociale provoquée par la crise du système, tout comme les lois contre les groupes terroristes qui "méprisent la démocratie" peuvent être utilisées contre des groupes politiques authentiquement révolutionnaires qui mettent en question l'ensemble du système capitaliste, incluant ses pare-feux démocratiques. Mais par dessus tout, de la même manière que les idéologies islamiste ou nationaliste des terroristes servent à enterrer les réels conflits de classes dans tous les pays, l'appel à l'unité nationale derrière l'État démocratique sert à empêcher les exploités et les opprimés de n'importe quel pays de reconnaître que leur seul avenir réside dans la solidarité avec leurs frères et sœurs de classe à travers le monde, et dans la lutte commune contre un ordre capitaliste se putréfiant ■

Amos / 02.2016



cette brochure est également disponible sur notre site-web

disponible sur notre site-web Anglais :



(suite de la première page)

LA CONFÉRENCE À PARIS: COP21

pillage des océans, disparition massive d'espèces, poisons de toutes sortes dans l'eau et dans l'air, bétonnage, etc. Ainsi, alors que nous écrivons ces lignes, une gigantesque fuite sur une exploitation gazière au large de la Californie déverse entre 30 et 58 tonnes de méthane par heure, et ce depuis le 23 octobre !

Il faut être clair : au-delà d'éventuelles mesures et avancées technologiques qui permettront peut-être de faire face à telle ou telle partie du problème, l'état général de la planète ne va cesser de se dégrader. Pire, le capitalisme en décadence va détruire l'environnement de manière de plus en plus massive, en particulier par la guerre, jusqu'à mettre en péril toute forme de vie... s'il n'est pas renversé à temps.

Du réchauffement climatique à l'enfer capitaliste

La réalité n'est pas celle proférée dans les beaux discours de tous ceux qui se sont auto-congratulés d'avoir "garanti l'avenir de la planète" pour leurs "petits-enfants". Non ! La réalité, c'est la situation toujours plus dramatique que vivent des parties croissantes de l'humanité. La pénurie des ressources planétaires pousse déjà à l'exode des

millions d'hommes, femmes et enfants. Dans toute la Corne de l'Afrique et autour de l'Himalaya, l'eau potable est de plus en plus rare. Surtout, cette "crise écologique" va aussi entraîner une compétition militaire exacerbée. Comme le pétrole aujourd'hui, l'eau devient un enjeu géostratégique majeur, source de nouvelles tensions et de nouvelles guerres impérialistes. Ce qui détruira un peu plus la planète et accentuera encore le réchauffement climatique. L'engrenage infernal et destructeur du capitalisme apparaît-là crûment.

D'ailleurs, la bourgeoisie voit même dans cette catastrophe quelques "opportunités". La fonte des glaces aux pôles, sur la toundra (au nord de la Russie) ne va-t-elle pas faciliter l'accès à de nouvelles ressources naturelles exploitables ? L'exploitation du gaz de schiste représente un autre exemple des contradictions insolubles dans lesquelles le capitalisme s'enfonce : d'un côté le gaz de schiste tend à diminuer l'émission de gaz à effet de serre, de l'autre, il pollue les sols comme jamais et engendre des déstabilisations géopolitiques à travers le monde susceptibles de déclencher de nouveaux conflits armés. Il est vrai que les principaux dirigeants des pays industrialisés se sont

mis d'accord pour ne pas se disputer les ressources du sous-sol de l'Antarctique lors de l'accord de Madrid en 1991. Mais ces mêmes dirigeants se disputent déjà les ressources de l'Arctique. La perspective n'est pas à la "coopération internationale et désintéressée" pour "sauver la planète" mais bien à la lutte de tous contre tous pour accaparer les ressources. Avec l'aggravation inexorable de la crise économique mondiale, cette lutte se fera toujours plus acharnée et ravageuse.

La responsabilité historique du prolétariat

Le capital détruit l'environnement, parce qu'il doit croître pour croître ; la seule réponse est donc de supprimer le principe même de l'accumulation capitaliste, de produire non pas pour le profit, mais pour satisfaire les besoins humains. Le capital ravage les ressources du monde parce qu'il est divisé en unités nationales concurrentes, parce qu'il est fondamentalement anarchique et produit sans penser au futur ; la seule solution consiste par conséquent dans l'abolition de l'Etat national, la mise en commun de toutes les ressources naturelles et humaines de la terre, et l'établissement de ce que

Bordiga appelait "un plan de vie pour l'espèce humaine". Bref, le problème ne peut être résolu que par une classe ouvrière consciente du besoin de révolutionner les bases mêmes de la vie sociale, détenant les instruments politiques pour assurer la transition vers la société communiste. "À chaque pas il nous est rappelé, qu'en aucune façon, nous ne régnons sur la nature comme un conquérant sur un peuple étranger, comme quelqu'un étant en dehors de la nature, mais que nous, avec notre chair, notre sang et notre cerveau, appartenons à la nature, existons en son sein, et que toute notre supériorité consiste dans le fait que nous avons l'avantage sur toutes les autres créatures d'être capables d'apprendre ses lois et de les appliquer correctement" (Engels).

Organisé à l'échelle mondiale, amenant dans son sillage toutes les masses opprimées du monde, le prolétariat international peut et doit mettre en oeuvre la création d'un univers où une abondance matérielle sans précédent ne compromettra pas l'équilibre de l'environnement naturel, où l'une sera la condition de l'autre ; un monde où l'homme, enfin libéré de la domination du travail et de la pénurie, pourra commencer à jouir de la planète sans la détruire. C'est cela sûrement le monde

que Marx a entrevu, à travers l'épais brouillard d'exploitation et de pollution dans lequel la civilisation capitaliste a plongé la terre, quand il prévoyait, dans les *Manuscrits de 1844*, une société qui exprimerait "l'unité de l'être de l'homme avec la nature – la véritable résurrection de la nature, la naturalisation de l'homme et l'humanisation de la nature enfin accomplies".

Révolution communiste ou destruction de l'humanité et de la planète. Socialisme ou barbarie ■

LD, 9 janvier 2016

1. Texte de la Convention-cadre sur les changements climatiques (*Framework Convention on Climate Change*).

2. "Des membres de l'Initiative du PNUE (*Programme des Nations Unies pour l'Environnement*) pour les institutions financières – partenariat unique en son genre entre le PNUE et 295 banques et compagnies d'assurance et d'investissement – affirment que les conséquences économiques des catastrophes naturelles induites par le changement climatique pourraient ruiner les marchés boursiers et les places financières du monde".

3. Depuis le Moyen-Age, les quartiers chics de la région parisienne sont situés à l'Ouest alors que les quartiers "populaires" sont à l'Est, pour la simple raison que les vents dominants vont de l'Ouest vers l'Est et que les odeurs suivent.

4. Revue *Nature Climate Change*. Pour rappel : le trafic maritime représente 90 % du trafic mondial (8,2 milliards de tonnes en 2011) !

La migration économique et les réfugiés de guerre dans l

Pendant des milliers d'années, les gens ont été forcés de fuir la guerre, la persécution, la famine et les catastrophes naturelles telles que la sécheresse, les inondations, les éruptions volcaniques, etc... Mais ces mouvements n'étaient pas un phénomène permanent et ils affectaient le plus souvent une petite partie de la population déjà sédentaire. Avec le début de l'agriculture, la culture des plantes et la domestication des animaux, l'humanité a développé pendant des milliers d'années un mode de vie sédentaire. Sous le féodalisme, les paysans étaient attachés à la terre, et restaient serfs, de la naissance à la mort, sur la terre qui appartenait à leur seigneur. Mais, avec l'apparition du capitalisme, autour des XIVe et XVe siècles, les conditions ont changé radicalement.

Depuis sa période d'ascendance...

Le capitalisme s'est propagé par la conquête, par la violence intense et massive à travers le globe. Tout d'abord en Europe, où le fait de clôturer les terrains communaux a forcé les paysans qui vivaient en autarcie à quitter la terre communale pour s'agglutiner dans les villes à la recherche d'un emploi dans les fabriques.

Marx a décrit l'accumulation primitive comme le procès de « la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production... De grandes masses d'hommes ont été soudainement dépouillées de leurs moyens de subsistance et propulsés comme 'vendeurs d'eux-mêmes' sur le marché du travail ». (1) Cette séparation du paysan d'avec son sol, d'avec ses moyens de production, a signifié le déracinement de millions de personnes. Parce que le capitalisme a besoin de « l'abolition de toutes les lois qui empêchent les travailleurs de se déplacer d'une sphère de la production à une autre et d'une production à une autre ». (2)

En même temps que le capitalisme en Europe obligeait les paysans à vendre leur force de travail, il a commencé à étendre son règne colonial

dans le monde entier. Et, pendant des siècles, les chasseurs d'esclaves ont enlevé des millions de personnes, principalement en Afrique, afin de fournir de la main d'œuvre bon marché pour les plantations et les mines, principalement en Amérique. Lorsque l'esclavage a pris fin, beaucoup d'esclaves travaillant sur les plantations ont



été remplacés par des travailleurs sous contrat. Tout au long de son expansion, le capitalisme a déraciné et déplacé des gens, soit en les forçant à quitter leur campagne pour trouver à vendre leur force de travail à un capitaliste, soit en enlevant la force de travail et en la transformant en esclaves bons à échanger sur un autre continent. De la même manière que le capitalisme a besoin d'une mobilité très grande sinon infinie pour ses produits, et du libre accès au marché, il imposa également la plus grande mobilité dans l'accès à la main-d'œuvre. Le capitalisme doit pouvoir mobiliser la force de travail mondiale sans restriction afin d'utiliser toutes les forces productives de la planète (dans les limites imposées par un

système de production de plus-value). « Ces forces de travail, cependant, sont la plupart du temps liées aux traditions rigides des formes de production précapitalistes ; le capitalisme doit d'abord les en libérer avant de pouvoir les enrôler dans l'armée active du capital. Le processus d'émancipation des forces de travail des

conditions sociales primitives et leur intégration dans le système de salaire capitaliste sont l'un des fondements historiques indispensables au capitalisme ». (3) La mobilité a une signification particulière pour le capitalisme. « Le capitalisme crée nécessairement de la mobilité au sein de la population, chose qui n'était pas requise dans les systèmes économiques précédents, et qui aurait été impossible à mettre en œuvre à une grande échelle ». (4)

Le prolétariat est ainsi obligé de se déplacer sans cesse, toujours à la recherche d'une occasion, d'un endroit pour vendre sa force de travail. Être un salarié implique d'être obligé de se déplacer sur de longues et de courtes distances, et même

de se déplacer dans d'autres pays ou continents, partout où un ouvrier peut vendre sa force de travail. Que ce soit sous des formes violentes ou par « simple » coercition économique, le capitalisme, depuis ses débuts, a exploité la force de travail de l'ensemble de la planète, il a été global. En d'autres termes : la classe ouvrière, de par la nature des conditions du capitalisme, est une classe de migrants, et c'est pourquoi les ouvriers n'ont pas de patrie. Toutefois, les distances que doit parcourir un ouvrier migrant dépendent de la situation économique et d'autres facteurs tels que la famine, la répression ou la guerre.

Tout au long du XIXe siècle, dans la phase ascendante du capitalisme, cette migration avait lieu principalement vers les zones d'expansion économique. La migration et l'urbanisation allaient de pair. Dans de nombreuses villes européennes, au cours des années 1840-1880, la population doublait en 30-40 ans ; en quelques décennies et parfois moins, des petites villes concentrées autour de mines de charbon, de fer ou de nouvelles usines se gonflaient en villes énormes.

... jusqu'au XXe siècle

Dans le même temps, alors que le capitalisme est en permanence en proie à des crises économiques, un « surplus » de force de travail grossit la masse de chômeurs à la recherche d'un emploi. Dans la phase ascendante, les crises du capitalisme étaient principalement cycliques. Lorsque l'économie entrait en crise, beaucoup de travailleurs pouvaient émigrer, et, quand une nouvelle phase d'expansion arrivait, l'industrie avait besoin de travailleurs supplémentaires. Des millions d'ouvriers pouvaient émigrer librement, sans restriction majeure (principalement parce que le capitalisme était encore en expansion), particulièrement aux États-Unis. Entre 1820 et 1914, quelque 25,5 millions de personnes en provenance d'Europe ont émigré aux États-Unis ; au total, environ 50 millions ont quitté le continent européen. Mais ces vagues de migrations principalement économiques ont ralenti considérablement avec la Première Guerre mondiale,

La Ligue Communiste de Tampa et la question du Parti

Nous publions ici une lettre écrite par le CCI en réponse à un article publié sur le site Internet de la Ligue Communiste de Tampa, un groupe récemment apparu aux Etats-unis (« *Pourquoi nous avons besoin d'un Parti mondial* »). Dans l'intérêt du débat public entre révolutionnaires, les camarades nous ont demandé de publier notre lettre sur notre site et nous ont informés qu'ils travaillent à une réponse qui sera à son tour publiée sur leur site.

A la Ligue Communiste de Tampa de la part du Courant Communiste International :

« Chers camarades,
Nous suivons votre site avec intérêt. Nous sommes enthousiasmés par l'apparition d'un groupe qui, d'une certaine façon, se définit en accord avec les positions de la Gauche Communiste et qui énonce clairement le besoin pour les révolutionnaires de s'organiser politiquement.

Nous pensons qu'il serait utile d'engager un dialogue politique avec votre groupe et, compte-tenu de l'importance de la question organisationnelle pour les révolutionnaires, nous proposons comme point de départ de notre échange, le texte : *Pourquoi nous avons besoin d'un Parti mondial*. Nous comprenons que ce texte ne représente pas une déclaration « programmatique » de votre groupe et qu'il peut être l'objet de désaccords parmi vous : c'est une raison de plus, nous pensons, pour vous

soumettre nos analyses sur ce texte et contribuer à la discussion.
Comme déjà mentionné, un texte qui appelle à la constitution d'un parti mondial semble aller à contre-courant dans un milieu dominé par l'anarcho-syndicalisme, le conseilisme, la théorie de la communication et toutes les variantes de l'individualisme qui fleurissent dans un monde de plus en plus régi par le principe bourgeois du « chacun pour soi ». L'affirmation assumée du besoin de se réunir et de s'organiser en groupes politiques distincts, non seulement pour les révolutionnaires, mais aussi pour préparer le futur parti révolutionnaire mondial est une position courageuse étant donné le poids énorme de la suspicion qui pèse sur la conception marxiste de l'organisation révolutionnaire. Des médias traditionnels aux anarchistes, l'idéologie dominante nous susurre que les organisations révolutionnaires ne peuvent dépasser le stade de la secte et qu'elles sont inexorablement entachées par l'expérience toxique du stalinisme. Cela ne doit pas nous surprendre, car

tout comme la classe ouvrière est « une classe de la société civile qui n'est pas une classe de la société civile », l'organisation révolutionnaire, qui est un produit de celle-ci, est un corps étranger dans la société capitaliste, et ses militants ne doivent pas être rebutés par l'inévitable hostilité qu'ils rencontrent chez les représentants de l'idéologie dominante, sous toutes ses formes. Nous voyons donc un accord de principe se dégager dans le titre de votre article, et dans le thème du texte ainsi que dans les critiques que vous faites sur les arguments des anarcho-syndicalistes et conseilistes contre les organisations politiques et le parti politique. Nous avons quelques désaccords avec les formulations sur la possibilité de former des syndicats « révolutionnaires » mais c'est un problème que nous pourrions traiter plus tard, peut-être dans une discussion sur les « Positions communes » au sein du groupe Tampa.

Tout aussi important (car la classe ouvrière est une classe internationale et sa révolution ne peut vaincre qu'à l'échelle internationale) est le fait que le texte voit le parti comme un parti mondial, et qu'il doit se préparer dès aujourd'hui, à travers un processus de discussions et d'activités partagées au sein des groupes révolutionnaires partout dans le monde. Ainsi, alors que, comme vous le dites, il est parfaitement vrai que « former le parti mondial n'est pas réalisable immédiatement », il est vrai aussi que ce n'est pas un objectif purement abstrait qui se réalisera tout seul dans le futur : ce que les révolutionnaires font et disent aujourd'hui joue un rôle actif dans le processus qui mènera à la formation du parti (ou, négativement dans l'échec à former ce même parti, chose qui est certainement une possibilité et un danger). Cela ne signifie pas que nous soyons nécessairement d'accord sur le type d'organisation que nous devons développer maintenant (nous y reviendrons plus tard).

Tout d'abord, nous voulons relever quelques questions au sujet de conceptions du texte sur le parti qui nous semblent incorrectes. Premièrement, le texte parle de « parti de masse » comme opposé à l'idée de « parti de l'avant-garde » basé sur une « ligne idéologique/théorique serrée imposée aux militants ». De notre point de vue, l'idée d'un parti de masse, qui s'est développée dans le mouvement ouvrier à la fin du XIXe siècle était liée à la vision du parti comme une sorte de gouvernement en attente qui aurait pris en mains les rênes de la société, sans doute à la faveur d'élections parlementaires ; des idées similaires ont perduré dans le mouvement révolutionnaire qui a surgi à partir de la social-démocratie officielle pendant la Première Guerre mondiale. L'exemple le plus évident est le parti bolchevique, dans la Révolution russe, qui a pensé que son rôle était de former un gouvernement après avoir remporté la majorité dans les soviets.

N'êtes-vous pas d'accord avec l'idée que la conception du parti de masse développée au XIXe siècle était liée à la montée de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier ? Que la tentative de construire une base massive aussi vite que possible a conduit à la dilution des principes et à des compromis avec la classe dominante, à la fois dans les partis de la Deuxième Internationale et dans les partis communistes après 1920-21 ? Et nous ajouterons que ce n'était pas un hasard si les principaux adversaires de l'opportunisme dans les

deux Internationales appartenaient à des courants qui avaient commencé à élaborer une critique de l'idée de parti de masse : premièrement les bolcheviks, après le fameux débat sur « qui est membre d'une organisation révolutionnaire » au congrès du POSDR en 1903 ; ensuite, les communistes de Gauche en Italie et en Allemagne dans la Troisième Internationale, qui prirent le meilleur du bolchevisme, en argumentant que, dans la nouvelle époque de révolution prolétarienne, le parti devait être constitué de révolutionnaires engagés sur la base d'une adhésion (non « imposée ») à un haut niveau d'unité programmatique. Dans la période allant jusqu'à et même pendant la révolution, une telle organisation serait nécessairement formée autour d'un noyau (une « avant-garde », si vous voulez) du prolétariat.

Nous pensons aussi que l'adhésion du texte à l'idée de parti de masse montre une régression vers les idées sociales-démocrates au sujet des relations entre le parti et les conseils, ou tout au moins à une position très ambiguë sur la prise du pouvoir par le parti. Le texte fait plusieurs références au parti prenant le pouvoir, à l'idée que « les règles du conseil sont essentiellement les règles du parti ». Bien que le danger de substitutionnisme soit identifié, le texte semble voir le principal remède à tout cela dans le fait que le parti « partage le pouvoir avec l'ensemble du mouvement révolutionnaire ainsi qu'avec d'autres tendances révolutionnaires avec lesquelles il peut être allié ».

Pour nous, cette vision n'échappe pas à la vision parlementaire des règles du soviét qui a paralysé le mouvement en 1917. Nous sommes totalement d'accord sur l'idée que le but du parti est de se battre pour son programme (1) à l'intérieur des conseils, qui seront un champ de bataille entre différents points de vue politiques qui, tous, représentent en dernière analyse, des intérêts de classe différents ; ces points de vue peuvent aussi renfermer les confusions qui vont encore peser lourdement sur le prolétariat au cours de la révolution. Mais le rôle du parti n'est pas de prendre le pouvoir ou de mélanger sa fonction avec les organes réels du pouvoir : les conseils. N'êtes-vous pas d'accord que la leçon principale à tirer de la Révolution russe est la suivante : l'identification du parti bolchevique à l'État et sa tendance à substituer ses décisions à celles des Conseils a conduit à la dégénérescence non seulement du pouvoir des Soviets mais aussi du parti lui-même ? Nous pensons que la clarté sur cette question est maintenant un point-clé dans la plateforme de l'organisation révolutionnaire et donc finalement dans le parti lui-même. Nous vous renvoyons à une polémique que nous avons avec la CWO dans les années 1970 et serions intéressés par une réponse de votre part sur cette question.

Nous passons à la conception du texte sur le type d'organisation qui doit être construite aujourd'hui pour préparer le terrain pour le parti de demain : comme nous ne voyons pas le parti comme un parti de masse, mais comme une minorité organisée autour d'un programme clair, nous pensons que les organisations qui peuvent servir de pont vers le parti de demain doivent aussi avoir un niveau élevé de cohérence politique et théorique, basé sur une plateforme reconnue qui soit plus que seulement une liste de points élémentaires. Cela ne signifie pas que de telles organisations, pas plus que le futur parti, doivent être monolithiques ; au contraire, une orga-

nisation marxiste vivante est celle qui se livre à un débat interne permanent et aussi avec d'autres tendances dans le mouvement ouvrier. Mais nous pensons vraiment que ces organisations sont plus que des cercles de discussion et doivent être imprégnées de ce que Lénine appelait « l'esprit de parti », même si elles ne sont pas le parti. De plus, elles doivent être construites dès le départ sur une base internationale, parce que le futur parti n'est pas (comme cela avait été conçu dans le passé, même dans la Troisième Internationale jusqu'à un certain point) une fédération de sections nationales mais une organisation mondiale unique. De cette manière, l'expérience organisationnelle sera essentielle pour le fonctionnement du futur parti.

Cette vision des organisations actuelles comme un pont vers le futur Parti est fortement influencée par le concept de Fraction tel qu'il a été développé par la Gauche Italienne dans les années trente. La notion de Fraction est, tout d'abord, fondée sur la conviction que les organisations révolutionnaires ne viennent pas de nulle part, mais font partie d'une tradition dans le mouvement ouvrier, tradition sans laquelle elles n'existeraient pas ; cette réalité doit être assimilée en profondeur et en même temps, de façon critique, basée sur les nouveaux enseignements tirés de l'expérience de la lutte prolétarienne et de la pratique des organisations révolutionnaires du passé. Le but de ce travail est de préparer les principes programmatiques et organisationnels qui seront la base du nouveau parti. Nous pensons qu'une des faiblesses du texte sur la question du parti est précisément que, excepté quelques lignes à la fin, il ne fait pas suffisamment référence à l'expérience du passé et, plus important encore, aux tentatives des générations et des organisations révolutionnaires précédentes pour répondre à la question posée dans le texte : comment les révolutionnaires d'aujourd'hui vont-ils s'organiser pour préparer le terrain du parti de demain ?

Nous avons récemment réédité ce que nous considérons comme être un texte important sur le Parti, écrit en 1948 par un groupe qui était l'héritier de la tradition de la Gauche italienne : la Gauche Communiste de France. Nous serions là aussi intéressés par vos réactions à ce texte, et aussi par vos réactions à la lecture des commentaires et critiques contenus dans cette lettre. Nous espérons sincèrement que cette lettre sera le point de départ d'une discussion fructueuse entre nous, qui permettra de clarifier les questions non seulement entre nos organisations mais aussi pour le mouvement politique prolétarien en général ■

Salutations communistes.
Alf pour le CCI, 22 août 2015

¹ En ce qui concerne la question du programme du Parti, les différents commentaires postés par les internautes à la fin de l'article indiquent qu'une certaine confusion a été causée dans le texte par l'idée que les mesures, telles la destruction de l'État bourgeois et la création d'un nouveau pouvoir prolétarien, feraient partie d'un « programme minimum ». Le dernier terme n'évoque-t-il pas le souvenir des anciens partis sociaux-démocrates avec leur programme de revendications à mettre en œuvre au sein de la société capitaliste ? Cependant, nous ne pensons pas que la question de la terminologie soit la plus importante : la vraie question concerne le contenu des mesures (qui nous semble correct) et le fait qu'elles seraient en effet constitutives d'un programme que le parti défend dans les assemblées et dans les conseils.

l'histoire du capitalisme

avec la modification des conditions historiques globales, en particulier lorsque la crise économique (qui jusque-là était conjoncturelle) est devenue durable sinon permanente. De massive et presque sans entraves, la migration a été progressivement filtrée, sélectionnée, de plus en plus difficile, voire illégale. Depuis la Première Guerre mondiale, s'est ouverte une période de contrôles plus stricts aux frontières, pour les migrants économiques.

La décadence du système produit un nombre sans fin de réfugiés de guerre

Pourtant, nous devons distinguer la migration économique et celle pour fait de guerre : chaque réfugié est un migrant, mais chaque migrant n'est pas un réfugié. Un migrant est quelqu'un qui quitte sa région à la recherche d'un travail. Un réfugié est quelqu'un dont la vie est menacée immédiatement et qui se déplace pour trouver un endroit où il sera plus en sécurité.
Les guerres et les pogroms ne sont pas un phénomène nouveau. Toute guerre implique la violence, obligeant les gens à fuir les lieux de combat pour rester en vie. Ainsi, les réfugiés de guerre existent depuis que les guerres existent et les réfugiés de guerre sont apparus bien avant que le capitalisme n'oblige les ouvriers à migrer économiquement. Cependant, la guerre a changé quantitativement et qualitativement avec la Première Guerre mondiale. Jusque-là, le nombre de réfugiés de guerre était relativement faible. Le nombre de victimes de pogroms, tels les pogroms contre les Juifs (en Russie ou ailleurs) était également assez faible. Dans les siècles

précédents, le problème des réfugiés était un problème temporaire et limité. Depuis le début du XXe siècle, avec l'avènement de la décadence du capitalisme, à chaque guerre mondiale et, après 1989, avec la multiplication des guerres « locales » et « régionales » sans fin, la question des réfugiés de guerre a pris une autre dimension. Le nombre de réfugiés et de migrants économiques dépend ainsi des conditions historiques, des à-coups de la crise économique et à quel point la guerre se généralise.
Nous prévoyons de publier un certain nombre d'articles sur la question des réfugiés et des migrants, qui vont examiner ces questions sous plusieurs angles. Nous avons déjà publié un article sur la migration et nous avons le projet de revenir sur cette question de manière plus détaillée ultérieurement. Nous commençons cette série avec le développement de la spirale de violence au XXe siècle et ses conséquences qui se traduisent par une fuite en avant dans la guerre, en examinant plus précisément les différentes phases qui vont de la Première à la Seconde Guerre mondiale, et ce que cela a entraîné ; puis, nous examinerons la période qui va de la Guerre Froide à nos jours. Dans un autre article, nous examinerons de plus près la politique de la classe dirigeante et quelles sont les conséquences qui en découlent pour la lutte de la classe ouvrière ■

¹ Karl Marx, *Le Capital*, volume I, chapitre XXVI, *Le secret de l'accumulation primitive*.
² Marx, *Le Capital*, volume III, chapitre X.
³ Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital*, chapitre XXVI.
⁴ Lénine, *Le développement du capitalisme en Russie, La 'mission' du capitalisme*.

(suite de la page 8)

SOMMES-NOUS À LA VEILLE D'UNE NOUVELLE G.M. ?

Pendant la réunion publique, la discussion centrale ne s'est pas vraiment centrée sur les raisons pour déclencher une guerre, ni sur l'orientation inhérente au capitalisme décadent vers la guerre mondiale, mais sur la question de savoir si les conditions pour une telle guerre mondiale étaient aujourd'hui présentes. Deux conditions essentielles pour pouvoir parler d'un cours vers la guerre mondiale ont été avancées :

- en premier lieu l'existence de blocs militaires stables ;
- en second lieu une classe ouvrière, en particulier dans les pays centraux du capitalisme (l'Europe de l'Ouest, les USA), qui est disposée à servir de chair à canon dans une telle guerre généralisée et à se soumettre à la main de fer de l'industrie de guerre. Ces deux conditions ne sont nullement remplies à l'heure actuelle.

Pourquoi n'y a-t-il pas aujourd'hui des blocs militaires stables ?

Dans la discussion, divers arguments ont été avancés pour répondre à la question : comment se fait-il que la bourgeoisie n'arrive pas à développer une dynamique vers la constitution de nouveaux blocs militaires, alors que les contradictions du capitalisme se renforcent et qu'une telle « solution » s'impose chaque jour plus clairement ? L'objection a été avancée que « *ce n'est pas parce que les alliances au sein des blocs fluctuent qu'il n'existe pas de blocs : la Russie et l'Iran sont partenaires, l'Iran envoie des troupes au sol et la Russie bombarde* » (un commentaire d'un participant à la RP). Par ailleurs, l'absence de blocs signifie-t-elle que le danger de guerre reste limité ?

- Une caractéristique d'une guerre mondiale est qu'elle se développe surtout dans les pays centraux du capitalisme. Car le but ultime d'un tel conflit mondial est qu'un des deux pays, qui assume la direction des blocs impérialistes antagoniques, est mis à genoux par des moyens militaires. Et cela n'est possible que si le bloc impérialiste vainqueur s'introduit jusqu'au cœur du leader du bloc perdant. Le leader du bloc adverse doit en effet être totalement vaincu, de sorte qu'il ne puisse préparer sa revanche (ce qui fut le cas de l'Allemagne, qui avait été la perdante de la première guerre mondiale). Cela signifie que chaque composition de bloc en vue d'une guerre mondiale doit être suffisamment puissante au niveau des forces économiques et militaires tout comme sur le plan de la coordination stratégique. Ceci n'est aujourd'hui nullement le cas dans un contexte de domination des forces centrifuges et du « chacun pour soi ».

- Par ailleurs, dans le cas d'un conflit planétaire, tous les pays, dans le monde entier, sont forcés de prendre parti pour l'un ou l'autre bloc. Il est nécessaire d'imposer la même discipline aux différentes bourgeoisies nationales au sein d'un bloc stable, afin de limiter les contradictions internes et de les unifier pour la confrontation militaire entre les deux camps. Les alliances ne se limitent alors pas entre quelques pays ou à un pacte entre deux pays, comme c'est souvent le cas aujourd'hui. Les alliances actuelles, fluctuantes et sans cesse changeantes, ne répondent absolument pas aux conditions de stabilité

et de fiabilité indispensables dans le cas de la constitution de blocs en vue d'une préparation à une guerre planétaire sans merci. On ne peut se permettre que les alliés d'aujourd'hui deviennent les adversaires de demain et vice-versa (3) : « [...] *la tendance au "chacun pour soi" et l'instabilité des alliances militaires [qui en découlent] allaient constituer une entrave à la formation de nouveaux blocs impérialistes.* » (4) qui constituent la condition pour l'éclatement de la prochaine boucherie planétaire. De plus, au sein des partenariats actuels, les chefs de bloc ou les candidats chefs de bloc sont constamment contrecarrés. Ainsi, au Moyen Orient, tous les Etats ont un double agenda : Israël, l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Turquie, la France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Chine.

- Une dernière condition importante pour ouvrir la voie à la boucherie mondiale est que la bourgeoisie dispose de thèmes suffisamment mobilisateurs pour déchaîner un ouragan guerrier sur toute la planète ; un thème qui suscite suffisamment d'enthousiasme pour mobiliser les parties essentielles de la population derrière les bannières nationalistes. Au lieu de l'antifascisme, la bourgeoisie voudrait mettre en avant l'antiterrorisme, mais il n'y a aucun pays disposant d'un poids économique et militaire suffisant pour jouer le rôle d'« Etat voyou » par excellence et pour regrouper autour de lui d'autres Etats « terroristes ».

Comment la classe ouvrière a empêché la bourgeoisie de déclencher une guerre mondiale ?

Dans la période de reconstruction et lors du bref boom économique entre 1950 et 1970 qui ont suivi la seconde guerre mondiale, une confrontation directe entre le bloc de l'ouest (autour des USA) et le bloc de l'Est (autour de l'URSS) a pu être évitée en déplaçant les conflits impérialistes vers des pays non centraux du système capitaliste. Durant cette période, la classe ouvrière ne s'était pas encore rétablie de sa défaite historique à la fin des années 1920 et n'était donc pas un facteur décisif dans le blocage de la tendance vers une guerre mondiale. Avec le resurgissement de la crise historique du capitalisme, la perspective d'une troisième guerre mondiale a refait surface. Les tensions impérialistes et les conflits entre les deux blocs devenaient plus aigus ce qui accroissait le danger d'une confrontation directe entre eux.

Cette orientation a été fondamentalement remise en question depuis la fin des années 1960 par la reprise des luttes à un niveau mondial par une nouvelle génération d'ouvriers qui n'avait pas connu la défaite, et ceci en réponse aux premiers signes du retour de la crise historique ouverte. La classe dominante des deux constellations impérialistes ne pouvait être sûre qu'elle réussirait à faire abandonner aux travailleurs la lutte de classe pour leurs propres intérêts matériels et qu'ils abandonneraient tout pour s'engager dans une nouvelle guerre mondiale dont les ravages risquaient d'être apocalyptiques. Elle ne pouvait absolument plus compter sur la classe ouvrière, comme ce fut le cas lors de la première et de la seconde guerre mondiale. Ceci fut confirmé avec force lors de la grève de masse de 1980 en

Pologne. Malgré la défaite subie par les ouvriers, ce puissant mouvement de grève a démontré à la classe dominante qu'elle ne réussirait jamais à gagner le prolétariat pour son projet de boucherie planétaire.

Dans la période entre 1968 et 1989, la lutte de classe a empêché le déclenchement de la troisième guerre mondiale. Une défaite idéologique et même physique était absolument nécessaire pour briser la résistance et pour mobiliser la classe ouvrière en vue d'un nouvel Holocauste qui risquait même de signifier la fin de l'espèce humaine.

L'incapacité de la bourgeoisie à mobiliser la classe ouvrière pour une guerre impérialiste planétaire d'un côté, et d'un autre côté aussi la difficulté du prolétariat à aller plus loin qu'une simple résistance aux attaques économiques contre ses conditions de vie et à la mobilisation guerrière, a mené à une « impasse » de l'évolution sociale, impliquant le développement d'une **phase de décomposition**, une phase ultime et inédite de la décadence du capitalisme.

« *Dans une telle situation où les deux classes fondamentales et antagoniques de la société s'affrontent sans parvenir à imposer leur propre réponse décisive, l'histoire ne saurait pourtant s'arrêter. Encore moins que pour les autres modes de production qui l'ont précédé, il ne peut exister pour le capitalisme de « gel », de « stagnation » de la vie sociale. Alors que les contradictions du capitalisme en crise ne font que s'aggraver, l'incapacité de la bourgeoisie à offrir la moindre perspective pour l'ensemble de la société et l'incapacité du prolétariat à affirmer ouvertement la sienne dans l'immédiat ne peuvent que déboucher sur un phénomène de décomposition généralisée, de pourrissement sur pied de la société.* » (5)

Avec la décomposition du capitalisme, la menace guerrière prend une forme plus sournoise

Cette situation de blocage a été un élément déterminant, à la fin des années 1980, dans la dissolution des deux blocs impérialistes et dans le report de la menace d'une troisième guerre mondiale classique entre l'Est et l'Ouest.

Cela ne faisait pas disparaître pour autant la question de la guerre comme seule « solution » pour la bourgeoisie aux contradictions internes qui pèsent sur son système. Au contraire, le débat à la RP a mis en évidence que la menace de guerre prend aujourd'hui une forme différente, plus sournoise. Au lieu d'une guerre mondiale, c'est à **un feu d'artifice de guerres locales** que nous assistons. L'effondrement du bloc de l'Est en 1989 a ouvert la boîte de Pandore. La disparition des deux blocs impérialistes « ouvre la porte au déchaînement de toute une série de rivalités plus locales. [Mais] Ces rivalités et affrontements ne peuvent pas, à l'heure actuelle, dégénérer en un conflit mondial [...]. En revanche, du fait de la disparition de la discipline imposée par la présence des blocs, ces conflits risquent d'être plus violents et plus nombreux, en particulier, évidemment, dans les zones où le prolétariat est le plus faible. » (6)

Ce développement de la **décomposition** du capitalisme est déjà fort avancé dans des pays comme la Libye, l'Irak ou la Syrie. Dans les guerres actuelles au Moyen Orient, aucune rationalité ou logique n'apparaît, en dehors d'une tendance exacerbée au chacun pour soi. La rationalité économique est

absente : rien que dans les guerres en Irak et en Afghanistan, des millions de dollars se sont envolés en fumée. Le nouvel « Etat », le califat d'Isis, avec ses conquêtes sanglantes, sa brutalité, l'irrationalité de ses discours et son idéologie de « lutte finale » est avant tout l'expression de la décomposition capitaliste et le produit des manœuvres des grandes puissances qui l'ont toutes, d'une manière ou d'une autre, engendré.

Cette situation illustre comment le chacun pour soi et le pourrissement du système dégénèrent en enchaînement de nombreux conflits locaux et régionaux, impliquant de plus en plus de puissances locales, régionales et mondiales et détruisant des parties de plus en plus importantes de la planète.

« *Avec l'entrée du capitalisme dans sa décadence, la guerre devient une [...] machine aveugle de destruction et d'anéantissement [qui] entraîne le monde entier dans l'abîme. [...] nous étions à une croisée des chemins historique (où nous nous trouvons toujours), qui menace pour la première fois de devenir une lutte pour la survie de l'espèce entière.* » (1)

Qu'est-ce que cela signifie pour la perspective de la classe ouvrière ?

Ceci nous ramène au thème central de la RP : la signification des flux massifs actuels de réfugiés du point de vue de la classe ouvrière. Car en plus de la guerre, de grandes parties de la population mondiale sont confrontées avec d'autres « choses terribles », par rapport auxquelles elles cherchent à fuir. Le problème est nettement plus différencié et va de la destruction planétaire de l'environnement naturel ou des structures de la vie sociale jusqu'à l'influence croissante de l'irrationnel et de l'obscurantisme dans la société. Comme nous le dénoncions déjà dans l'introduction de ce texte, toutes ces « choses horribles » sont les symptômes de la décadence et plus particulièrement de la phase de décomposition du capitalisme. « *la phase de décomposition apparaît comme celle résultant de l'accumulation de toute ces caractéristiques d'un système moribond [...] Ainsi, la phase de décomposition se présente comme l'aboutissement, la synthèse, de toutes les contradictions et manifestations successives de la décadence capitaliste.* » (6).

La « crise des réfugiés » en Europe indique déjà que la guerre devient de plus en plus un souci journalier pour les travailleurs dans les pays centraux. De plus en plus, ils doivent se poser la question de quel futur ils souhaitent. Veulent-ils s'enfermer dans leur Etat « bunkerisé » dans un état de siège permanent ? S'agit-il de continuer à défendre les intérêts du capital et de sa nation ? Ou au contraire s'engager sur le chemin d'une communauté mondiale solidaire, basée sur la satisfaction des besoins humains, dans laquelle la réalité matérielle de l'« internationalisme » prend la forme d'une unité et d'une solidarité consciente ?

En Allemagne et dans d'autres pays, nous avons vu des milliers de jeunes travailleurs, mais aussi des pensionnés se mobiliser pour exprimer leur solidarité spontanée avec les réfugiés. Dans le prolongement de la vague d'indignation morale qui était apparue précédemment lors du mouvement des Indignés, ceci est signe qu'une maturation souterraine est en route. Aujourd'hui, « l'internationalisme » tend souvent à se manifester sous une forme apparem-

ment négative et abstraite : à travers une critique radicale du cadre inadapté de l'Etat nation bourgeois pour faire face au problème de la guerre, du terrorisme et des réfugiés ; à travers la reconnaissance de la nécessité de dépasser le cadre de la concurrence entre Etats nations pour vaincre la crise économique et écologique. Par le fait que ces protestations ne s'identifient pas avec la lutte historique de la classe ouvrière pour ses intérêts et par conséquent ne débouchent pas sur une perspective politique positive, la bourgeoisie réussit toujours à neutraliser temporairement cette indignation et ces remises en question, à les détourner au moyen de discours « humanitaires » et démocratiques.

Aussi longtemps que les membres de la classe ouvrière sont coincés entre leur position de classe objective et leur perception d'une « citoyenneté » individuelle, ils sont déchirés dans la mesure où ils sont obligés à faire des choix individuels qui ne sont pas les leurs et cela mène à un sentiment d'impuissance. **Ce n'est que dans le mouvement comme classe collective, comme communauté d'intérêt autonome face au capital, qu'ils arriveront à développer une vision politique plus large avec une conscience plus élevée et une plus grande unité grâce au sentiment croissant d'appartenir à une classe.**

Vers la fin de la discussion, le CCI a clairement mis en avant, et nous voulons le souligner ici à nouveau, que, pour contrer l'extension de ce niveau de barbarie vers les centres du capitalisme, **la classe ouvrière a besoin de plus qu'une résistance passive contre les excès du système et contre la rhétorique guerrière, de plus qu'une résistance économique.** Le temps presse car nous risquons de nous retrouver dans une descente irréversible dans la barbarie, qui rendra caduque toute possibilité d'amener la société humaine vers un niveau plus élevé.

La classe ouvrière est toujours la seule classe qui dispose du potentiel pour prendre conscience des causes sous-jacentes de toutes ces « choses horribles », de ces guerres et qui peut les relier à la crise historique et générale du capitalisme. De par son caractère mondial et associé en tant que productrice de tous les biens et les services, elle peut comme seule classe offrir une perspective politique positive à chacun. Pour ce faire, elle doit confirmer la nécessité actuelle d'une nouvelle société, d'un communisme authentique, tel qu'il a été préconisé par Marx et par tous les révolutionnaires après lui ■

Lac/20.02.2016

(1) Voir l'article « 100 années de décadence du capitalisme », <https://fr.internationalism.org/revue-internationale/201402/8882/100-ans-decadence-du-capitalisme> et le texte d'orientation « Militarisme et décomposition » <https://fr.internationalism.org/icconline/201503/9204/texte-dorientation-militarisme-et-decomposition-extraits>

(2) voir aussi « Sur l'impérialisme » <https://fr.internationalism.org/rinte19/impe.htm>

(3) Ceci est même reconnu par les scientifiques bourgeois : « Nowhere in the world has much opportunity to start World War III. A World War requires two (or more) power blocs with a global capacity to wage military, economic, social and political warfare. There does not exist two such blocs. (Is Syria a potential place where WWII can start from? » (Kevin Flint, political scientist);

(4) « 20e congrès de Révolution Internationale : renforcer les acquis du CCI pour les transmettre à la nouvelle génération de militants », <http://fr.internationalism.org/node/5688>

(5) « Thèses : la décomposition comme stade ultime de la décadence du capitalisme », https://fr.internationalism.org/french/rint/107_decomposition.htm

(6) Revue Internationale, n° 61 : « Après l'effondrement du bloc de l'Est, déstabilisation et chaos », <https://fr.internationalism.org/rinte61/est.htm>

Belgique	Abonnem. de soutien	Europe	Air Mai Monde
INTERNATIONALISME (4 N°)			
6	15	10	15
REVUE INTERNATIONALE (3 N°)			
13.5	25	13.5	15

Tous les prix en euros

Abonnement-diffuseur
à partir du 2^{ème} Internationalisme : 0,90 EUR par numéro supplémentaire
à partir de la 2^{ème} Revue Internationale : 2,0 EUR par numéro supplémentaire.

Envoi sous pli fermé
+ 8,5

Anciens numéros : 0,50

Egalement disponible en format PDF par e-mail (=prix abon. Belgique)

Contactez directement la section en question
Pour la presse territoriale d'autres sections du CCI
Abonnements par versement au compte BE44 0003 3519 7745
d'Internationalisme, BP 102, 2018 Anvers (GC)

LIBRAIRIES QUI VENDENT
LA PRESSE

Anvers

- "Groene Waterman" Wolstraat 7
- "Dierckxsens" Melmarkt

Bruxelles

- "Aden" avenue Bréart 44
- "Aurora" J.Voldersstraat

Gand

- "De Brug" Phoenixstraat 1
- "De Brug" Rijnhovelaan 1
- "WALRY" Zwijnaardsesteenweg 6

Liège

- "Varia" rue des Mineurs 8
- "Entre-Temps" rue Pierreuse 19
- "Livres aux Tresors" Place Xavier-Neujean 27A

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Souscrire à la presse du CCI, c'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques. Vos contributions sont les bienvenues au compte de BE44 0003 3519 7745 au nom d'Internationalisme, BP 102, 2018 Anvers (GC), ou peuvent être versées lors de nos interventions.

Bourse du livre Alternatif à G (17.04.15)	0,55
A à A (29.09.15)	30,00
Grève/Manif à B (06.10.15)	1,00
G à A (01.10.15)	10,00
Réunion publique à Anv.(31.10.15)	130,00
G à A (01.11.15)	10,00
F à S (05.12.15)	10,00
G à A (02.12.15)	10,00
G à A.(02.01.16)	10,00
G à A.(01.02.16)	10,00
G à A.(01.03.16)	10,00
G à A.(01.04.16)	10,00
G à A.(01.05.16)	10,00
TOTAL Septembre 2015 - Avril 2016	251,55

21e Congrès du CCI

40 ans après la fondation du CCI

Quel bilan et quelles perspectives pour notre activité ?

Rapport sur le rôle du CCI en tant que "Fraction"

La notion de Fraction dans l'histoire du mouvement ouvrier

Résolution sur la situation internationale

Rapport sur la lutte de classe

RÉUNIONS PUBLIQUES

**"New York, Madrid, Londres, Paris, Bruxelles :
la barbarie du terrorisme, la barbarie du capitalisme"**

Café Multatuli, Rue Lange Vlier(straat) 9, Anvers

Samedi 28 mai de 14h00 à 18h00

Consulter notre site-web pour plus d'informations

- Ou par e-mail: belgium@internationalism.org ;
- Ou par lettre: BP 102, 2018 Anvers (Gare Centrale)

CCI en ligne

**A lire sur notre site Internet :
fr.internationalism.org**

- ICConline - janvier 2015
- Belgique: la manœuvre syndicale ne peut que conduire au découragement et au désespoir. Ce n'est qu'un piège, un maillon dans les provocations.
- ICConline - mars 2015
- Texte d'orientation: Militarisme et décomposition (extraits)
- ICConline - novembre 2015
- Attentats à Paris: à bas le terrorisme! à bas la guerre! à bas le capitalisme!
- ICConline - décembre 2015
- Grande-Bretagne: la grande tradition du Parti travailliste dans la

- défense du capitalisme
- La Ligue Communiste de Tampa et la question du Parti
- La migration économique et les réfugiés de guerre dans l'histoire du capitalisme
- Migrants et réfugiés : victimes du capitalisme (Partie I)
- Sylvia Pankhurst: pourquoi les révolutionnaires sont contre le Parti travailliste
- ICConline - janvier 2016
- Migrants et réfugiés : victimes du capitalisme (partie II)
- ICConline - février 2016
- La politique allemande et le prob-

- lème des réfugiés : un jeu dangereux avec le feu
- ICConline - mars 2016
- La classe ouvrière et les guerres du capitalisme en décomposition
- Loi « Travail »: contre la loi El Khomri et la dénaturation de la lutte anti-CPE !
- ICConline - avril 2016
- En défense du CCI et de l'organisation marxiste révolutionnaire (réponse à un ex-membre)
- Réponse aux ex-membres de notre section en Turquie

PUBLICATIONS DU CCI - ADRESSES DE CONTACT

écrire sans mention du nom de la publication, sauf pour Internationalism US

Accion Proletaria (Espagne)

Ecrire à l'adresse en France ou e-mail espana@internationalism.org.

Communist Internationalist

(en langue Hindi)

POB 25, NIT,
Faridabad 121 00 Haryana, INDIA

Dünya Devrimi (Turquie)

Ecrire à l'adresse en Suisse ou e-mail turkiye@internationalism.org

Internacionalismo (Vénézuëla, Pérou, Ecuador)

Ecrire à l'adresse en France ou e-mail venezuela@internationalism.org.

Internationalism

PO Box 90475
Brooklyn, NY 11209, USA

Internationalisme

BP 102, 2018 Anvers (GC), Belgique

Internationell Revolution

IR, Box 21106,
10031 Stockholm, SUEDE

Internasyonalismo, (Philippines)

Ecrire à l'adresse en Inde ou e-mail Philippines@internationalism.org

Revolucion Mundial

Apartado de Correos 15-024,
C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, Mexico

Revolution Internationale

Mail Boxes 153
rue Damrémont, 108
75018 Paris, France

Revolução Internacional (Brésil)

Ecrire à : brasil@internationalism.org

Rivoluzione Internazionale

CP 469, 80100 Napoli, Italie

Wereldrevolutie

Ecrire à l'adresse en Belgique ou e-mail nederland@internationalism.org.

Weltrevolution

Allemagne: Ecrire à l'adresse en Suisse

Weltrevolution

Postfach 2216,
CH-8026 Zürich, Suisse

World Revolution

BM Box 869, London WC1N 3XX,
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution (Australie)

Ecrire à l'adresse en Grande-Bretagne, ou: oz@internationalism.org

BROCHURES - LIVRES

Les publications peuvent être obtenues à nos activités publiques, dans certaines librairies ou par versement (indiquant les publications ou abonnements souhaités) au compte BE44 0003 3519 7745 d'Internationalisme, BP 102, 2018 Anvers(GC) (+2 euros pour les frais d'envoi)

- Plate-forme et Manifeste € 2,50
- La décadence du capitalisme € 3,25
- Les syndicats contre la classe ouvrière € 2,50
- Nation ou classe € 3,00
- Organisation communiste et conscience de classe € 4,00
- La Gauche communiste d'Italie € 8,00
- La Gauche communiste Hollandaise - Allemande € 12,00

- La Gauche communiste Britannique (Ang) € 7,00
- La Gauche communiste de France € 4,00
- La Gauche communiste de Russie (Ang) € 10,00
- L'Etat dans la période de transition € 3,00
- Le trotskysme contre la classe ouvrière € 4,50
- Guerre du Golfe (1991) € 2,50
- Fascisme et démocratie, deux

- expressions de la dictature du capital € 4,50
- La terreur stalinienne: un crime du capitalisme, pas du communisme € 3,00
- Le communisme n'est pas un bel idéal ..., mais ... € 3,00
- Comment le PCF est passé au service du capital € 3,00
- La Révolution russe 1917 € 2,50
- Les élections : un piège pour la classe ouvrière € 2,00

Sommes-nous à la veille d'une nouvelle guerre mondiale ? Et si ce n'est pas le cas, quel type de menace représentent les guerres au Moyen Orient ?

Fin octobre 2015, le CCI en Belgique/Hollande organisa une réunion publique à Anvers sur le thème de la crise des réfugiés intitulée: *“la crise des réfugiés montre la faillite du capitalisme”*.

Le CCI attache une grande importance aux réunions publiques qui sont des lieux de débat, de confrontation politique ouverte et directe de différents points de vues qui ouvrent la voie vers la réflexion et la clarification sur des sujets brûlants touchant la classe ouvrière et sa perspective pour l'humanité. C'est une des diverses activités menées pour remplir sa tâche comme organisation politique de la classe ouvrière: pousser l'approfondissement et la clarification des positions politiques du mouvement ouvrier, situer les nouveaux événements dans une période donnée de l'évolution du capitalisme aujourd'hui dans sa phase finale de décomposition, développer des pistes de réflexion, des nouvelles orientations pour armer et renforcer la lutte du prolétariat vers sa

perspective finale: la lutte pour la révolution communiste.

Nous tenons à remercier tous les camarades présents à cette rencontre pour leurs contributions écrites et orales. Avec le texte d'invitation à la RP ainsi que le texte introductif à la discussion (qui se trouvent sur le site-web), elles ont permis une discussion démarrant d'emblée sur des questionnements de fond.

Un thème a particulièrement focalisé l'attention: *“allons-nous aujourd'hui vers une troisième guerre mondiale?”*, questionnement qui mérite certainement une poursuite de la réflexion entamée à la RP, réflexion à laquelle nous voulons contribuer par l'article publié ci-dessous. Pour qu'un débat ne reste pas une discussion d'un après-midi, nous encourageons tous les participants et les lecteurs, comme certains sympathisants l'ont déjà fait, à le poursuivre en nous envoyant vos questionnements et réflexions.

Un des sujets les plus débattus lors de la réunion publique (RP) d'Anvers de fin octobre 2015 (1) a été la question de savoir si *« la troisième guerre mondiale avait débuté ou était sur le point de débiter ? »* (tiré d'une contribution d'un participant à la RP). Dans les médias des rumeurs circulent que la troisième guerre mondiale se développerait en Syrie et, selon certains, elle y aurait déjà débuté: *« La guerre régionale commence de plus en plus à ressembler à une guerre mondiale. (...) La troisième guerre mondiale est en préparation »*. Qui plus est, *« le camp russe est en train de submerger tout et tout le monde en Syrie et bientôt, il y aura une invasion à partir de l'Iran. A ce moment, la troisième guerre mondiale commencera vraiment »*. Dernièrement, un quotidien titrait à la une: *« Le premier ministre russe, Dmitri Medvedev a dénoncé le danger d'une troisième guerre mondiale »* (De Standaard, 15.02.2016). Dans la contribution que le participant à notre RP, cité ci-dessus, nous a envoyée, il insiste sur le danger d'une confrontation planétaire entre les grandes puissances: *« Je continue à croire que des accidents entre la Russie et les USA peuvent avoir lieu dans l'espace aérien au dessus de la Syrie. La Russie dispose également de missiles de croisière et d'armes atomiques. Cela pourrait donc dégénérer de manière non intentionnelle »*.

Dans la même contribution, le camarade relève une série de symptômes bien connus et pertinents pour caractériser la situation mondiale actuelle.

Et ceux-ci peuvent effectivement nous choquer. Effectivement, il se passe en ce moment des *« choses terribles dans le monde »*, comme un autre participant à la RP le formulait: un nombre croissant de régions de la planète s'enfoncent dans un chaos sans issue et deviennent même inhabitables à cause de la guerre, de la destruction économique, de la terreur, des flux massifs de réfugiés qui atteignent des sommets historiques, des attentats terroristes sanglants, etc. La question centrale posée dans le débat lors de la RP était donc: comment devons-nous appréhender ces événements? Devons-nous nous limiter à une énumération empirique des symptômes ou est-il possible de discerner un fil rouge qui permette de cadrer l'ensemble? Et lequel alors? Qu'est-ce qui a fondamentalement changé en comparaison de la situation de la *« guerre froide »* des années 1970-1980? Dans quel contexte historique la lutte ouvrière doit-elle se développer aujourd'hui? Quel est le degré de vérité des extraits de presse cités ci-dessus et pouvons-nous effectivement parler d'une tendance vers une menace de guerre mondiale?

Une série de données empiriques semblent incontestablement confirmer l'imminence d'une guerre mondiale:

- les deux guerres mondiales précédentes avaient également été précédées de conflits locaux limités (la guerre au Maroc avant la 1ère guerre mondiale, la guerre civile en Espagne avant la

seconde);

- il est évident qu'avec l'accumulation d'armes sophistiquées, un conflit local peut rapidement embraser toute une région, voire un continent entier;
- à la veille des guerres mondiales précédentes, les blocs impérialistes n'étaient pas encore complètement délimités et formés;
- la barbarie à laquelle les populations des régions touchées actuellement par la guerre sont confrontées n'est en rien inférieure à celle d'une guerre mondiale (comme c'est le cas par exemple aujourd'hui en Syrie).

Malgré ces données, le CCI a argumenté lors de la RP que ces *« terribles événements »* étaient l'expression d'un enfoncement de la société capitaliste dans une période de décomposition et non pas l'annonce ou même le début d'une troisième guerre mondiale.

Le capitalisme décadent et la tendance vers la guerre mondiale

Certes, les raisons pour déclencher une guerre mondiale sont largement présentes. Elles sont fondamentalement ancrées dans le constat qu'avec la répartition du marché mondial entre un certain nombre de puissances dominantes, le développement du capitalisme a atteint ses limites historiques. Dès lors, le militarisme et la

guerre sont devenus des expressions centrales d'un système économique en déclin depuis 100 ans (2). A partir de ce moment, les grands Etats nationaux ne pouvaient qu'entrer en conflit l'un avec l'autre dans leur conquête du monde. Depuis lors, la guerre n'ouvre plus des frontières économiques ou politiques pour permettre la poursuite du développement du capitalisme. Les guerres du 19e siècle, aussi meurtrières qu'elles aient été, avaient une rationalité du point de vue du développement du capitalisme. Maintenant que le gâteau a été réparti, chacun ne peut accroître sa part de celui-ci qu'en réduisant la part des autres. De plus en plus, la guerre devient une activité irrationnelle d'un point de vue économique global et qui menace de surcroît la survie de l'humanité, alors que les raisons d'en déclencher une se multiplient du fait des conflits d'intérêt entre tous les Etats capitalistes, impérialistes.

« La politique impérialiste n'est pas l'oeuvre d'un pays ou d'un groupe de pays. Elle est le produit de l'évolution mondiale du capitalisme à un moment donné de sa maturation. C'est un phénomène international par nature, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun Etat ne saurait se soustraire. » (Rosa Luxemburg, La crise de la social-démocratie, Chapitre VII)

Toute l'histoire depuis la première guerre mondiale jusqu'à la guerre froide nous apprend qu'en préparation d'une telle guerre mondiale, tous les Etats sont contraints de prendre position pour l'un ou l'autre bloc en présence, jusqu'au moment où en fin de compte, deux grands blocs militaires se trouvent face à face. La nécessité pour les Etats de rejoindre un des deux blocs est la seule manière pour eux d'arriver à défendre leurs intérêts nationaux dans la jungle des tensions internationales. *« La tendance générale de la politique capitaliste actuelle domine la politique des Etats particuliers comme une loi aveugle et toute-puissante, tout comme les lois de la concurrence économique déterminent rigoureusement les conditions de production pour chaque entrepreneur particulier. »* (Rosa Luxemburg, La crise de la social-démocratie, Chapitre VII)

(suite à la page 6)

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible: socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de *« socialistes »* ou *« communistes »*, ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du xxe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle

toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'*« indépendance nationale »*, de *« droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »*, quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La *« démocratie »*, forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis *« ouvriers »*, *« socialistes »*, *« communistes »* (les ex-*« communistes »* aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de *« front populaire »*, *« front anti-fasciste »* ou *« front unique »*, mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, *« officielles »* ou *« de base »*, ne servent qu'à encadrer la

classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale: le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni *« autogestion »*, ni *« nationalisation »* de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes: le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue

l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'*« organiser la classe ouvrière »*, ni de *« prendre le pouvoir »* en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

• Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.